tants à même la gratification de formation de l'étudiant. A mesure que la formation progresse et que l'habileté se développe, la proportion de la rémunération versée par l'employeur augmente et celle payée par le Ministère diminue.

Formation d'apprentis.—Au cours de l'année, des ententes de 10 ans sont convenues entre le Ministère fédéral du Travail et toutes les provinces, sauf l'Île du Prince-Edouard et le Québec, en vertu desquelles le Fédéral s'engage à partager également avec une province certains frais approuvés, concernant la formation d'apprentis dans les cours par correspondance, les cours à temps partiel et les cours à temps continu. Il a fallu par conséquent adopter une loi sur l'apprentissage dans les provinces où cette loi n'existait pas, soit au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. Chaque province dresse sa propre liste de métiers prévus dans la loi et tous les apprentis tombent sous la surveillance du gouvernement. Les métiers qui bénéficient le plus des ententes sur les apprentis sont ceux de la construction et du bâtiment et des réparations de véhicules-moteur.

Section 6.—Régie de la main-d'œuvre

La mise en œuvre du programme du Gouvernement en rapport avec l'utilisation des effectifs mobilisables reste dans les attributions du Ministre du Travail durant l'année terminée le 31 mars 1946, mais la régie est graduellement relâchée. Un bref exposé de la politique gouvernementale et de l'administration des règlements civils du Service sélectif et de la mobilisation a paru aux pp. 810-812 de l'Annuaire de 1945.

Les appels au service en vertu de la loi de la mobilisation sont suspendus le 7 mai 1945, lors de la fin de la guerre en Europe. Le règlement exigeant que les femmes obtiennent un permis avant de solliciter ou de prendre un emploi est abrogé. Le transfert obligatoire des travailleurs est abandonné et une plus grande liberté est accordée dans l'émission de permis de sortie de la main-d'œuvre. D'autres contrôles de la main-d'œuvre disparaissent peu à peu au point où les seuls qui restent en vigueur sont ceux qui exigent que les employeurs soumettent leurs vacances au Bureau de placement et que les travailleurs s'inscrivent au registre quand ils sollicitent un emploi. Ces règlements demeurent en vigueur et ont pour but d'aider le Service national de placement à remplir ses fonctions.

Section 7.—Travail organisé au Canada

Les données relatives aux syndicats ouvriers au Canada sont publiées dans le rapport annuel du Ministère du Travail, intitulé: "Mouvement syndical ouvrier au Canada".

A la fin de 1944, les syndicats ouvriers comptent 724,188 membres. Les effectifs du Congrès des Métiers et du Travail sont de 284,732 dans 2,274 succursales de syndicats affiliés et unions fédérales; ceux du Congrès canadien du Travail, de 272,146 dans 894 succursales et unions locales; ceux de la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada, de 74,624 dans 296 succursales; ceux des fraternités indépendantes d'employés de chemin de fer, de 36,147 dans 366 succursales; ceux d'autres associations centrales, de 45,328 dans 234 succursales; et ceux des unions locales indépendantes, de 11,211 dans 59 succursales.

Congrès des Métiers et du Travail du Canada.—Le Congrès est le plus ancien organisme syndical ouvrier du Canada. Après la disparition de l'Union Canadienne du Travail, qui groupait les syndicats locaux de l'Ontario et s'était réunie annuellement de 1873 à 1877 inclusivement, il n'y eut pas d'organisme central jusqu'en 1883, année où le Conseil des Métiers et du Travail de Toronto réunit en conférence toutes